OUADDA

Juillet - Août 2019

MSNA - Zone de Connaissance (AoK) République Centrafricaine

CONTEXTE

La compréhension de la crise humanitaire en République Centrafricaine est marquée par un déficit important d'information. L'impact de la crise reste méconnu dans de nombreuses zones en raison de contraintes d'accès logistiques et/ou sécuritaires ainsi que par un manque de collecte régulière d'information.

Afin d'informer notamment l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO), REACH a facilité une évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA), mandatée par l'Inter-cluster (ICCG) et réalisée en coordination et collaboration avec le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG) pour la définition des indicateurs, en lien avec le Cadre d'analyse intersectoriel conjoint (JIAF). Concernant les zones difficiles d'accès, REACH a mis en oeuvre la méthodologie 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' pour collecter des informations sur la situation humanitaire dans ces zones.

Cette fiche présente le résumé des principales informations collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la sous-préfecture de Ouadda. Les entretiens se sont déroulés entre le 16 et 18 août 2019, principalement sur Bria et ses environs. **Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas significatifs statistiquement, et doivent donc être considérés comme uniquement indicatifs de la situation humanitaire dans les localités enquêtées de la sous-préfecture de Ouadda.** Par ailleurs, les résultats présentés ici sont le fruit d'un projet pilote, invitant à la prudence lors de l'utilisation des résultats.

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans des zones inaccessibles, difficiles d'accès et où l'information humanitaire est insuffisante.

Lors de l'élaboration de la méthodologie de la MSNA, une composante 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' a été retenue, et à la suite d'une consultation avec les acteurs humanitaires opérationnels et de coordination, six sous-préfectures ont été considérées comme difficile d'accès en raison de contraintes logistiques et/ou de sécurité ne permettant pas le déploiement des équipes d'évaluation : Djéma, Bambouti, Mingala, Yalinga, Ouadda et Ouanda-Djallé.

Les données ont été collectées au niveau des localités au travers d'entretiens avec des IC par les équipes REACH. Les IC ont été séléctionnés (échantillonnage non-aléatoire) en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins de trois mois) et détaillées des localités[2].

La collecte des données a été réalisée par téléphone depuis Bangui ou directement en face à face avec les IC rencontrés dans plusieurs localités, sur la base d'un questionnaire multisectoriel structuré. Lors de l'analyse des résultats, afin d'avoir une vision des besoins à l'échelle de la sous-préfecture, REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis[3].

Couverture

Type d'informateurs clés (IC) :	
- Résidents dans la localité	***67%***
- Visiteurs récents dans la localité	***28%***
- Contact indirect avec la localité	***5%***
Nombre total d'entretiens	***18***
Couverture géographique :	
Localités évaluées :	***9/27***[1]

Démographie

% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes déplacées en famille d'accueil:

44% Oui
56% Non

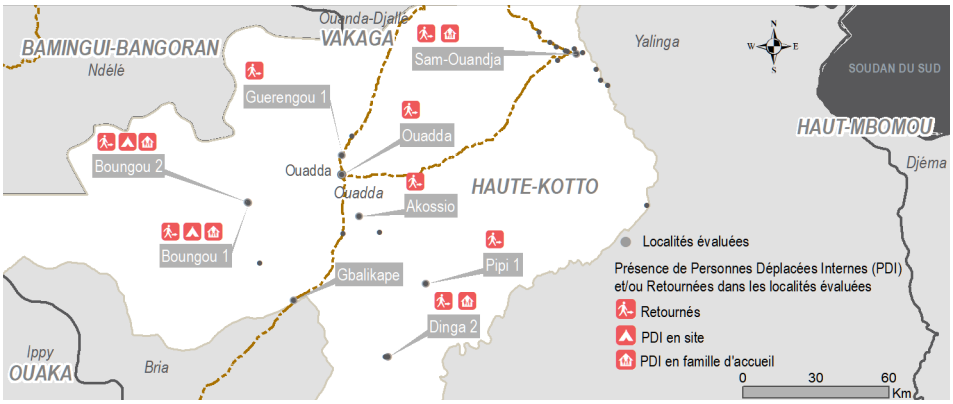
% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes déplacées en site et/ou lieux de regroupement:

22% Oui
78% Non

% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes retournées:

89% Oui
11% Aucun consensus

Carte 1. Localités évaluées et rapportant la présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées



[1] Selon la base de données OCHA, disponible sur HDX. [2] Les IC ont été identifiés parmis les résidents de la localité, si joignables par téléphone; les personnes déplacées originaires de la localité; les commerçants/voyageurs/conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible/joignable par téléphone; les travailleurs des Organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG. [3] Critères basées sur la fréquence des réponses; le type d'IC; la priorisation des informations/réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus".

FHRCA Fonds Humanitaire RCA
USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information
REACH Informing more effective humanitarian action

DÉPLACEMENTS & MOUVEMENTS DE RETOUR[4]

% de localités évaluées par rapport à la durée moyenne de déplacement de la population déplacée :

Moins de 1 mois	0%
Entre 1 et moins de 3 mois	0%
Entre 3 et 5 mois	50%
Entre 5 mois et 1 an	33%
Plus de 1 an	0%
Aucun consensus	17%

% de localités évaluées par rapport à la raison principale du déplacement de la population déplacée :

Conflit armé	50%
Recherche moyens de subsistance	17%
Tensions liées à la transhumance	17%
Aucun consensus	16%

% de localités évaluées par rapport aux conditions requises pour envisager le retour des personnes déplacées vers leurs zones d'origine :

Les 6 réponses les plus fréquentes

Rétablissement de la sécurité	100%
Accès aux abris	67%
Regroupement familial	60%
Accès aux abris originaux	33%
Accès aux moyens de subsistance	33%
Amélioration aide humanitaire	20%

% de localités évaluées par rapport à la raison principale du retour de la population retournée :

Raison économique	45%
Regroupement familial	33%
Conditions de vie en déplacement	22%

BIENS NON-ALIMENTAIRES (NFI) & ABRI

% de localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population ne dispose pas des articles suivants :

Les 9 réponses les plus fréquentes

Serviette hygiénique	100%	Pot	100%
Savon pour hygiène personnelle	100%	Seau	89%
Documentation légale d'identité / propriété	100%	Kit cuisine	89%
Bâche	100%	Semences	89%
Habit	100%		

Dans 33% des localités évaluées la plupart des ménages vivent dans des abris d'urgence, alors que dans le reste des localités, l'abris en paille est le plus commun parmi la population. Il a également été rapporté que dans 11% des localités évaluées la plupart des ménages (entre 51% et 75%) vivent dans des abris sous-dimensionnés (moins de 3.5 m^2 par personne).

% de localités évaluées par rapport à l'inquiétude majeure concernant l'accès aux NFI et abris, lors de la collecte de données :

33% Avoir un abris construit avec matériaux adéquats
56% Accès aux NFI essentiels
11% Aucun consensus

Les réponses humanitaires les plus souhaitées sont la provision directe d'outils/matériaux de construction (33% des localités évaluées) et la distribution de NFI essentiels (33%)

MOYENS DE SUBSISTANCE

% de localités évaluées par rapport au revenu mensuel moyen estimé des ménages sur les 3 mois précédant la collecte de données :

11% Aucun
89% Moins de 50 000 XAF[5]
0% Entre 50 et 100 000 XAF
0% Entre 100 001 et 150 000 XAF

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales sources de revenu des ménages sur les 3 mois précédant la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Agriculture / maraîchage	89%	0%	0%
Pêche / chasse	0%	78%	0%
Commerce	0%	11%	0%
Petit commerce	0%	0%	34%
Ne sait pas / Donnée non disponible (N/A)	0%	9%	44%
Aucun consensus	11%	11%	22%

Au moment de l'enquête, dans 67% des localités évaluées, il a été signalé que la majorité de la population avait accès aux champs, tandis que pour les localités restantes, les principales barrières à l'agriculture étaient le manque d'outils agricoles, le manque de moyens financiers et l'insécurité.

[4] Uniquement pour les localités indiquant une présence de populations déplacées et / ou retournées. [5] 1 000 XAF = 1,52449 EUR (Source: InforEuro. Date : Septembre 2019)

FHRCA Fonds Humanitaire RCA | USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE | Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information | REACH Informing more effective humanitarian action

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

% de localités évaluées par rapport au pourcentage estimé de la population ayant un accès suffisant à la nourriture au cours des 7 jours précédant la collecte de données :

- 22% Personne
- 34% Une minorité (moins de 30%)
- 22% Moins de la moitié (entre 31% et 50%)
- 0% Plus de la moitié (entre 51% et 75%)
- 22% Aucun consensus

Dans 78% des localités évaluées, il n'y a pas de marché fonctionnel à distance de marche[6], ce qui expliquerait le fait que les principales inquiétudes dans les localités évaluées ont été rapportées comme étant l'accès aux intrants agricoles (33% des localités évaluées) et à la nourriture (22%).

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales interventions humanitaires souhaitées pour l'amélioration de l'accès à la nourriture :

	1ère	2ème	3ème
Provision directe d'intrants agricoles	56%	11%	0%
Argent pour acheter d'autres biens sur le marché	22%	11%	11%
Provision directe de nourriture	11%	33%	22%
Formation pour la gestion d'activités agricoles	0%	11%	11%
Argent pour acheter d'intrants pour l'élévage	0%	11%	0%
Provision directe d'intrants pour l'élévage	0%	0%	22%
Argent pour acheter d'intrants agricoles	0%	0%	11%
Aucun consensus	11%	22%	22%

STRATÉGIES DE SURVIE
(Livelihood Coping Strrategies)

Liste de stratégies les plus utilisées par la majorité de la population des localités evaluées afin de palier à un manque de nourriture, au cours des 30 jours précédant la collecte de données[7] :

Les 7 réponses les plus fréquentes

Consommation des semences	Réduction des dépenses non alimentaires
Vente d'actifs productifs	Dépense de l'épargne
Vente d'animaux	Emprunt d'argent
Vente d'actifs non productifs	

EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

% de localités évaluées par rapport aux principales sources d'eau utilisées par la majorité de la population au cours des 7 jours précédant la collecte de données :

Les 4 réponses les plus fréquentes

	Pour boire	Pour autre usage
Source non aménagée	100%	67%
Puit non protégé	78%	89%
Eau de surface	22%	33%
Forage manuel	11%	0%
Eau de pluie	0%	22%

% de localités évaluées ayant rapporté un accès à l'eau en quantité suffisante pour la majorité de la population pour couvrir ses besoins essentielles :

- 45% Pas suffisant du tout
- 22% Insuffisant
- 22% Juste assez
- 11% Suffisant
- 0% Ne sait pas

Dans la totalité des localités évaluées, le temps moyen estimé pour se rendre à la principale source d'eau est inférieur à 30 minutes. Cette source n'est pas accessible toute l'année pour 33% des localités évaluées. Il a également été rapporté que les dispositifs de lavage des mains sont absents dans la totalité des localités évaluées.

% de localités évaluées par pratique / infrastructure sanitaire utilisée par la majorité de la population au cours des 7 jours précédant la collecte de données :

- 0% Défécation à l'air libre (DAL) dans le cours d'eau
- 56% DAL sans zone précise
- 0% DAL zone précise / controlée
- 44% Latrines non hygiéniques
- 0% Latrines hygiéniques[8]

Concernant les localités ayant rapporté l'utilisation de latrines non hygiéniques, dans 33% des cas il s'agirait d'infrastructures sanitaires à disposition de plusieurs ménages (plus de 20 personnes).

% de localités évaluées par rapport à l'inquiétude majeure concernant l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, lors de la collecte de données :

- 67% Eau de qualité et en quantité suffisante
- 11% Environnement propre / sain
- 0% Infrastructures sanitaires adéquates
- 22% Aucun consensus

[6] Trajet aller - retour réalisable dans la journée. [7] En raison de doutes quant à la fiabilité de ces résultats, il a été jugé prudent de ne pas préciser les proportions. Comme précisé précédemment, cela peut être dû à la méthodologie utilisée (entretiens avec des IC) ou au caractère pilote de cette évaluation. [8] Latrines clôturées ou semi-clôturées, avec présence de couvercle (bouchon) et absence de matières fécales visibles en dehors du trou, mouches ou mauvaises odeurs.

FHRCA Fonds Humanitaire RCA
USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information
REACH Informing more effective humanitarian action

SANTÉ

Principaux problèmes de santé rapportés au cours des 30 jours précédant la collecte de données (% de localités évaluées) :

	enfants < 5 ans	plus de 5 ans
Diarrhée	89%	33%
Paludisme	0%	45%
Fièvre	0%	11%
Aucun consensus	11%	11%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales causes de décès, au cours des 3 mois précédant la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Maladie	45%	45%	0%
Accident ou conflit armé	22%	0%	0%
Morsure / piqûre / attaque animale	22%	0%	0%
Cause naturelle	0%	22%	33%
N/A / Ne sait pas	0%	22%	56%
Aucun consensus	11%	11%	11%

% de localités évaluées par présence de services de santé fonctionnels à distance de marche, lors de la collecte de données :

11% Aucun service de santé
67% Poste / centre de santé
11% Ne sait pas
11% Aucun consensus

L'accès aux services de santé a été rapporté comme "pas suffisant du tout" ou "insuffisant" dans la totalité des localités évaluées.

La réponse humanitaire la plus souhaitée est la mise en place de centres de santé à proximité (44% des localités évaluées), suivi par la provision d'argent pour le paiement des frais médicaux (22%) et la formation des travailleurs des centres de santé (11%) et du personnel dédié aux visites à domicile (11%).

NUTRITION

% de localités évaluées ayant rapporté la présence (au moins 1 cas) d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition dans les 3 mois précédant la collecte de données[9] :

89% Oui
0% Non
11% Ne sait pas

PROTECTION

% de localités évaluées ayant rapporté des risques actuels de protection pour la population adulte et de moins de 18 ans :

Les 8 réponses les plus fréquentes

	Moins de 18 ans		Adultes	
	Filles	Garçons	Femmes	Hommes
Violence sexuelle	44%	22%	33%	22%
Enlèvement	33%	33%	22%	22%
Mariage forcé	33%	0%	0%	11%
Travail forcé	22%	33%	11%	33%
Recrutement forcé	11%	44%	0%	0%
Pillage / criminalité	11%	33%	22%	33%
Vol du bétail	11%	0%	11%	22%
Séparation familial	11%	0%	11%	11%

% de localités évaluées ayant rapporté la présence d'enfants qui ont quitté le domicile familial, lors de la collecte de données :

56% Oui
44% Non
0% Ne sait pas

% de localités évaluées ayant rapporté la présence d'individus montrant des signes de détresse psychosociale[10] au cours des 30 jours précédant la collecte de données :

45% Oui
33% Non
22% Ne sait pas

[9] Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution. [10] Considérés comme des cauchemars, de la tristesse prolongée, de la fatigue extrême, de l'anxiété, etc.

EDUCATION

Concernant l'année scolaire 2018-2019, dans 33% des localités évaluées, il a été rapporté qu'aucune fille ni garçon entre 6 et 12 ans étaient inscrits à l'école. Pour ce qui concerne les enfants de 12 à 18 ans, aucune inscription à l'école a été rapportée dans 33% des localités évaluées pour les filles, 44% des localités pour les garçons.

% de localités évaluées par rapport au taux de fréquentation scolaire estimé des élèves pendant l'année scolaire 2018-2019 :

	Filles	Garçons
Jamais	45%	34%
moins de 3 mois	0%	0%
entre 3 et 6 mois	33%	33%
plus de 6 mois	0%	0%
toute l'année	11%	11%
Aucun consensus	11%	22%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales barrières à l'accès à l'éducation, lors de la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
École trop chère / loin	45%	22%	22%
Impossibilité d'enregistrer l'enfant à l'école[11]	11%	34%	11%
Ecole fermée / non fonctionnelle / mauvaise état / surpeuplée	11%	0%	22%
Insécurité	0%	11%	11%
Manque de staff / matériels	0%	11%	11%
Aucun consensus	33%	22%	22%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales interventions humanitaires souhaitées pour l'amélioration de l'accès à l'éducation, lors de la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Provision directe de fournitures scolaires / uniformes	45%	45%	22%
Argent pour payer les frais scolaires	33%	0%	0%
Provision directe de livres scolaires	11%	11%	11%
Argent pour acheter des fournitures scolaires	0%	22%	11%
Accès à moyen de transport pour se rendre à l'école	0%	11%	0%
Autre (construction de bâtiments scolaires)	0%	11%	22%
Aucun	0%	0%	11%
N/A	0%	0%	11%
Aucun consensus	11%	0%	11%

REDEVABILITÉ (AAP)

Dans 78% des localités évaluées, il a été signalé que la majorité de la population préférerait recevoir les informations de la part des chefs communautaires, étant considérés comme la principale source de confiance.

% de localités évaluées par rapport au principal type d'information que la majorité de la population souhaiterait recevoir :

Les 6 réponses les plus fréquentes

Informations sur la sécurité de la zone	56%
Informations sur l'accès aux soins / consultations médicales	56%
Informations génériques sur la zone	44%
Informations pour accéder à l'aide humanitaire	33%
Informations pour obtenir un abri / matériaux de construction	33%
Informations sur les zones d'origine	33%

% de localités évaluées par rapport aux moyens préférés pour donner un retour aux fournisseurs d'aide humanitaire :

Les 2 réponses les plus fréquentes

Lors de réunions communautaires	67%
Face à face à la maison	44%

À propos de REACH:

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

[11] A cause du manque de documentations officielles; déplacements récents; enregistrement prévu pour l'année suivante, etc.